

## Guerre en Ukraine : les institutions européennes mises à rude épreuve...

La guerre d'agression russe en Ukraine met les institutions européennes à rude épreuve. Le sommet de Versailles, les 10 et 11 mars 2022, deux semaines après l'agression russe du 24 février, avait été l'occasion d'inscrire la recherche d'une autonomie stratégique renforcée en haut de l'agenda européen, notamment à travers une consolidation de la défense européenne.

Le sommet qui a eu lieu les 21 et 22 mars dernier a permis de prendre la mesure des avancées réalisées dans cette direction, mais aussi des blocages qui semblent se multiplier et conduisent à des retards de livraison d'armes et de munitions à l'Ukraine alors que, selon le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, le conflit devrait se dénouer au printemps prochain ou pendant l'été.



Si la France, par la voix de son président, a insisté sur le caractère existentiel de l'issue de ce conflit et évoqué, le 26 février, une possible intervention de troupes européennes sur le terrain, l'Allemagne reste plus qu'hésitante face à un engagement supplémentaire et, pour une partie des États membres, la question de Gaza éclipse celle de l'Ukraine. La proximité des élections européennes, qui se tiendront au mois de juin, ne fait qu'accentuer l'indécision.

Lors du dernier sommet, la proposition de l'Estonie de mettre en place un emprunt européen pour financer la guerre en Ukraine a été rejetée par une majorité d'États membres, dont l'Allemagne du chancelier Scholz, alors même que les Verts et les Libéraux membres de sa coalition souhaitent aller plus avant.

Il existe pourtant un véritable problème de financement alors que les industriels de la défense indiquent que les gouvernements ne signent pas de contrats de fourniture d'armement et de munitions au-delà de deux ans, alors qu'il en faudrait quatre ou cinq pour amortir les investissements nécessaires à une augmentation des capacités de production.

À ces questions de financement, s'ajoutent d'autres obstacles politiques comme la volonté française d'acheter des armements européens pour dépenser les fonds du dispositif européen pour la paix (*European Peace Facility*).

Le sommet a montré également des divisions sur les mesures à adopter pour contrer le contournement des sanctions par la Russie pour soutenir son effort de guerre, avec l'aide de pays tels que la Chine, la Turquie, - pourtant membre de l'OTAN -, ou les Émirats arabes unis, ainsi d'ailleurs que d'entreprises européennes.

Pourtant, une réaction conjointe serait d'autant plus nécessaire que la position américaine est déjà hésitante, le Congrès bloquant les aides à l'Ukraine, et risque de l'être plus encore si le président Trump venait à être réélu.

Sur tous ces points, notre prochain voyage en Suède, du 4 au 7 juin 2024, nous permettra de jeter un regard original, à partir de la Baltique, qui occupe une place de premier plan dans le conflit en cours.

*David Capitant*

# VIE DE L'ASSOCIATION

## CONFÉRENCES, de 17h30 à 19h00, au siège d'ARRI et par Zoom

**Jeudi 4 avril** avec **François Treilhou**, ingénieur, membre d'ARRI et de l'Observatoire des médias étrangers.

Thème : La cocaïne, un fléau pour l'Amérique latine et l'Europe.

**Mercredi 24 avril** avec **Yves Plasseraud**, docteur en droit, spécialiste des pays Baltes et de la question des nationalités en Europe centrale et orientale.

Thème : La Baltique dans le contexte de la guerre en Ukraine et les implications pour la Scandinavie, la Suède en particulier.

## DÉJEUNER DÉBAT, de 12h30 à 14h45 au Procope

**Mardi 7 mai** avec **Håkan Åkesson**, ambassadeur de Suède en France.

Thème : Les enjeux de la Suède dans un espace sous tension.

## VOYAGES

**Du 4 au 7 juin : Stockholm.** Vingt-trois personnes se sont inscrites à ce séjour de quatre jours dans la capitale suédoise.

**Du 11 au 22 novembre : Taïwan** (12 jours, 9 nuits). Les inscriptions sont en cours.

## LIGUE EUROPÉENNE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

**Lundi 29 avril, de 12h30 à 14h30, Cercle de l'Union interalliée**, avec Patrick Artus, conseiller économique de Natixis, professeur associé à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, professeur de sciences économiques à l'École polytechnique, membre du Cercle des Économistes.

Thème : les enjeux économiques européens.

**Pendant les vacances de printemps, du vendredi 5 au lundi 22 avril, les bureaux d'ARRI resteront ouverts.**

## INSCRIPTIONS ET INFORMATIONS

Vous pouvez vous inscrire aux activités via le site [www.arri.fr](http://www.arri.fr) ou en contactant notre secrétariat ([secretariat@arri.fr](mailto:secretariat@arri.fr) ; 01 45 27 46 17).

Notre site internet propose un calendrier de nos prochaines activités, des informations sur nos manifestations et des comptes rendus.

# COMPTES RENDUS

## **Les enjeux stratégiques maritimes**

**Par l'amiral Bernard Rogel**

**Déjeuner débat du jeudi 14 mars**

Le président David Capitant, a présenté l'amiral Bernard Rogel en mettant en lumière sa carrière exceptionnelle, débutant à l'École navale de Brest, puis officier de marine pistant les sous-marins soviétiques et poursuivant jusqu'à l'Élysée comme chef de l'état-major particulier du Président de la République, sous la présidence de François Hollande puis d'Emmanuel Macron.

David Capitant a rappelé la récente publication par l'amiral de l'ouvrage « *Un Marin à l'Élysée* », qui retrace son parcours distingué, marqué par une profonde implication dans des crises internationales majeures, telles celle de la Côte d'Ivoire, les printemps arabes et les conflits en Libye et en Syrie.

### **Propos liminaire de l'amiral Bernard Rogel**

Introduisant son propos, l'amiral a remémoré la transition d'un monde bipolaire vers une ère marquée par l'absence d'une menace directe après la dislocation de l'URSS, période durant laquelle l'Occident, sous l'égide des États-Unis, jouissait d'une hégémonie incontestée. Cette période de « *mondialisation heureuse* » a vu l'Europe s'assoupir sur ses lauriers, bercée par l'illusion d'une paix durable.

Avec le nouveau millénaire, arrive une ère de profondes ruptures stratégiques, marquée par la fin de l'hégémonie occidentale et l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène mondiale. L'amiral présente certaines continuités comme le terrorisme islamiste persistant et les équilibres démographiques qui continueront à se creuser entre l'Occident et le reste du monde. Puis, six grandes tendances de ruptures ont constitué le fil de son intervention.



### **Première tendance : le retour des stratégies de puissance et la fin du monopole naval occidental**

Cette première tendance est illustrée dès 2014 par l'annexion de la Crimée par la Russie et les ambitions territoriales de la Chine en mer de Chine méridionale. Ces mouvements, défiant l'ordre international basé sur le dialogue et les traités, marquent un tournant vers une ère où la force militaire et le fait accompli deviennent des outils diplomatiques prédominants. L'amiral cite plusieurs traités qui faisaient le fondement des règles internationales et qui ne sont plus respectés aujourd'hui par un certain nombre de grands États tel que « START II » (limitation du nombre de têtes nucléaires), « *Ciel ouvert* » (programme de vols de surveillance non armés sur la totalité du territoire des États parties) ou encore la convention de Montego Bay (convention des Nations Unies sur le droit de la mer). L'amiral rappelle par ailleurs la violation par la Russie du « mémorandum de Budapest » (définissant l'intégrité territoriale de l'Ukraine).

Il met également en avant le défi posé par l'émergence de nouvelles puissances navales, notamment en Asie. Il note que dans le top 8 des marines mondiales, seules la France et la Grande-Bretagne représentent encore l'Europe, tandis que les marines asiatiques, telles que celles de la Chine, du Japon, de l'Inde, de la Corée du Sud et de Taiwan (en neuvième position) y figurent toutes.

Cela témoigne d'un rééquilibrage stratégique et d'une fin du monopole naval traditionnellement détenu par les puissances occidentales. Ce changement dynamique nécessite une adaptation des stratégies de défense et de sécurité, mettant en lumière l'importance de la diplomatie appuyée sur une capacité militaire robuste, dans la gestion des affaires internationales.

Enfin, plus dangereux encore, Ce retour des stratégies de puissance s'accompagne d'une nouvelle lecture des stratégies nucléaires. La Russie par exemple, mêle à présent à la traditionnelle stratégie de dissuasion, un mélange d'intimidation nucléaire. La prolifération de cette stratégie conduirait une volonté accrue des membres non dotés de s'équiper de l'arme nucléaire.

### **Deuxième tendance : la « *conflictualisation* » des espaces communs**

L'amiral a détaillé comment la mer, l'espace et le cyberspace, autrefois considérés comme des zones de libre circulation et de coopération, se transforment en arènes de compétition stratégique. La sécurisation des voies maritimes, vitales pour le commerce mondial, et la protection des infrastructures critiques contre les cyberattaques exigent une vigilance accrue et une adaptation des stratégies de défense. Il souligne le processus de « *territorialisation* » où plusieurs pays s'engagent dans un rapport de force pour contrôler les ressources halieutiques et d'autres ressources précieuses. Cette tendance vers la militarisation et la compétition pour les ressources sous-tend une transformation profonde de la gouvernance mondiale des mers, nécessitant une vigilance accrue et des stratégies adaptées pour assurer la sécurité et la liberté de navigation.



### **Troisième tendance : l'entrée dans l'âge de l'impatience**

Cette tendance reflète une accélération du rythme sociétal et politique, amplifiée par les technologies numériques et les cycles électoraux rapprochés. L'amiral pointe une exigence croissante de résultats immédiats, mettant en tension les temporalités stratégique et opérationnelle. Cette impatience menace de reléguer les enjeux de long terme au second plan, malgré leur importance cruciale pour l'avenir. Il met en avant la nécessité d'une vision stratégique à long terme, particulièrement dans la construction et le déploiement de forces navales.

### **Quatrième tendance : la fulgurance de l'évolution technologique**

L'évolution technologique, autrefois avantage compétitif de l'Occident, est désormais une arène de compétition mondiale. L'amiral observe une démocratisation technologique qui nivelle les capacités opérationnelles entre les États et même, citant la récente attaque du Hamas, les organismes non-étatiques. Cette fulgurance technologique nécessite une adaptation constante des forces armées, notamment en termes de cybersécurité et de gestion de l'information. En cela, les forces armées françaises sont passées de 200 à 6 000 cyber-combattants en l'espace de dix ans.

La compétition pour la fulgurance technologique est d'autant plus impérieuse qu'elle définira quelle grande nation (ou grande société), imposera les normes et les standards au reste du monde. Certains États membres, notamment la France, ont encore la capacité technologique de rester dans la course, toutefois, c'est seulement à l'échelle européenne que nous pouvons avoir la masse critique face aux autres États-continentaux.

### **Cinquième tendance : le changement de nature des conflits**

Les conflits deviennent hybrides, combinant cyberattaques (pouvant immobiliser des hôpitaux), propagande et désinformation (pouvant influencer des scrutins démocratiques), militarisation des flux migratoires (la Turquie organisant même des départs en cas de tension avec l'Union européenne) ou bien l'utilisation de civils pour occuper un territoire (les milliers de pêcheurs chinois occupant la mer de Chine).

L'amiral souligne la vulnérabilité particulière des câbles sous-marins qui alimentent 99 % des communications, y compris bancaires, et une grande partie du réseau électrique dans les pays importateurs.

Les démocraties sont assez vulnérables à ces nouvelles formes de guerre, où les frontières entre états de paix et de conflit se brouillent. L'hybridité des stratégies employées exige une réponse coordonnée à tous les niveaux de confrontation, soulignant l'importance de protéger les infrastructures critiques, notamment sous-marines, contre des attaques de plus en plus sophistiquées.

### **Sixième tendance : les conséquences du dérèglement climatique**

Le dérèglement climatique est présenté non seulement comme un enjeu environnemental mais aussi comme un catalyseur de crises sécuritaires futures. L'amiral alerte sur les conséquences de la désertification, des pénuries d'eau douce, de la raréfaction des ressources halieutiques et de la montée des eaux, qui pourraient entraîner des migrations massives, des conflits pour l'accès à l'eau et l'émergence de nouvelles zones de tension dues à la disparition de territoires ou à l'accès aux nouvelles ressources maritimes. Ces enjeux demandent une intégration dans la planification stratégique et militaire, reconnaissant le lien intrinsèque entre sécurité et environnement. La lutte contre le dérèglement climatique devient ainsi une composante essentielle de la sécurité globale.

### **Échange avec la salle**

Plusieurs questions des participants portant sur la place de la France dans ce paysage géostratégique, les capacités de l'Europe à s'unir en matière militaire ou encore l'impact d'une éventuelle élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis ont permis à l'amiral d'esquisser un monde en transition où l'Occident, et l'Europe en particulier, a perdu sa domination.

Les défis, bien que différents, ne sont pas nécessairement plus dangereux que ceux du passé mais exigent une adaptation complète de nos systèmes de ressources humaines pour nous adapter aux nouvelles technologies et des méthodes d'entretien profondément différentes des navires de combat. Il a souligné la nécessité pour l'Europe de se positionner en tant qu'État-continent pour rester dans la course avec les autres grandes puissances. Cette réflexion approfondie réclame une approche collective et coordonnée pour affronter les enjeux de sécurité, technologiques et environnementaux de demain.

Enfin, l'amiral a insisté sur l'importance de ne pas céder à la tentation d'une spirale de conflictualité. Il a plaidé pour le maintien du dialogue et la primauté du droit international comme piliers pour prévenir l'escalade des tensions. Dans un monde où les compétitions se transforment rapidement en contestations, et potentiellement en affrontements, l'approche traditionnelle du triptyque paix-crise-guerre est remplacée par un nouveau modèle de compétition-contestation-confrontation. Il a mis en garde contre la facilité avec laquelle des zones de tension peuvent émerger et se multiplier, soulignant l'urgence de développer des stratégies qui favorisent la stabilité et la paix. ■

*Sacha Courtial, assistant personnel de Pascal Lamy*

# Colloque « le renouveau du nucléaire en Europe »

Sénat, lundi 11 mars 2024

*par Robert Diethrich*

Ce colloque a été organisé par la revue *Passages* avec l'appui de la Commission européenne. Il a réuni pendant une journée entière des dirigeants de la Commission, des élus politiques français, et des responsables d'entreprises impliquées dans le nucléaire.

Il n'est pas possible de résumer en une ou deux pages ces débats portant sur tous les aspects de l'industrie nucléaire, aussi je soulignerai simplement les points qui m'ont paru importants ou nouveaux.

La Commission, longtemps opposée aux centrales nucléaires dans l'Union européenne (UE) semble évoluer un peu sous la pression d'États de plus en plus nombreux qui veulent développer leurs capacités. À la direction générale Énergie, un directeur général adjoint est en charge du nucléaire, c'est Massimo Garribba, un Italien convaincu qui a participé à ce colloque. En France, des élus de l'Assemblée nationale et du Sénat, plutôt de formation scientifique ou ingénieurs, poussent aux nouveaux développements. Même l'Allemagne marque une petite ouverture, après avoir bloqué depuis des années la Pologne et la Hongrie dans leur volonté de développement nucléaire en interdisant le financement, elle a accepté que la Tchéquie lance un appel d'offres pour construire une centrale, où se trouvent en finale EDF et des Coréens.



Il est vrai que les États décidés à développer l'énergie nucléaire se sont organisés sous l'impulsion de la France en une Alliance européenne du nucléaire qui rassemble dix-sept pays dont quatorze États-membres de l'UE. De leur côté, des entreprises ont constitué une Plateforme pour la technologie de l'énergie nucléaire qui compte environ cent-vingt personnalités de l'UE et du Royaume Uni. Des industriels du secteur ont formé l'association *Nucleareurope* qui couvre l'UE, la Suisse, le Royaume Uni et l'Ukraine. Bref, la collaboration entre les pays concernés est devenue très active, avec une forte participation industrielle.

Il a été souligné à plusieurs reprises que le traité Euratom, un des tout premiers instruments communautaires avec la CECA, a été vidé depuis longtemps de son sens initial qui était de promouvoir l'usage du nucléaire civil. De fait la Commission utilise ses moyens pour des recherches tout autres.

Les médias insistent sur la promotion des « *petits réacteurs* » qui peuvent remplacer les centrales à charbon de quelques centaines de MW, et aussi produire de la chaleur, mais les spécialistes qui travaillent

sur ces sujets soulignent qu'ils ne seront industrialisés que dans une dizaine d'années. Ils soulignent aussi tout l'intérêt de développer les réacteurs à neutrons rapides qui sont plus efficaces et qui peuvent réutiliser de l'uranium appauvri et des déchets nucléaires. La France avait une bonne avance jusqu'à l'arrêt ordonné à Creys Maleville par le gouvernement Jospin. Aujourd'hui nous sommes dépassés par le Japon et la Russie.



La question du financement est fondamentale car il s'agit d'investissements à très long terme, donc il faut une visibilité du prix à long terme. La fixation du prix européen à court terme pilotée par la Commission est totalement inadaptée. De toute façon, il faut réorganiser le marché européen de l'électricité, revenir aux territoires pour des prix éventuellement différenciés, accepter qu'il y ait différentes formules de contrats d'achat aux producteurs. Faisant un premier pas, la Commission semble accepter les contrats pour différences déjà pratiqués au Royaume Uni, et d'autres formules sont possibles pour les contrats à long terme, sachant que le nucléaire est essentiellement une électricité de base.

*A contrario*, les énergies renouvelables (ENR), éolien et solaire, sont intermittentes et difficiles à prévoir et nécessitent donc de gros investissements dans les réseaux à haute tension qui ne sont pas comptés dans leurs coûts et qui ne sont pas toujours faits. La Cour des comptes fédérale d'Allemagne s'en émeut fortement dans un rapport qui vient de sortir et qui accable les ENR.



Le rôle de la Chine est prééminent dans le monde. Elle a réussi à dominer les marchés de substances comme le niobium, le germanium, les terres rares, nécessaires pour l'industrie électrique, et les batteries pour les usages. Heureusement l'uranium est très répandu dans le monde et ne souffre pas de rareté.

La Chine est volontiers citée en exemple par les écologistes. En effet, en 2023, c'est le pays qui a construit le plus de capacités éolienne et solaire dans le monde, ce qui tient aussi à sa surface et à sa population. Mais c'est en même temps le pays qui a construit le plus de nouvelles centrales au charbon et qui consomme la moitié de la production mondiale de charbon. Quant au nucléaire, la Chine a appris très vite en construisant des centrales avec les diverses technologies qui existent. En 2024, il y a vingt-deux réacteurs en cours de construction dans le pays. Les deux réacteurs EPR de Taïchan sont en service et ont coûté 3 800 euros par kW installé, alors que l'EPR que construit EDF en Grande-Bretagne est annoncé à 14 000 euros le kW (cependant, comme les autorités de contrôle britanniques ont modifié plusieurs fois leurs exigences, l'État britannique pourrait prendre à sa charge certains de ces surcoûts).

Les compétences en personnel qualifié sont un problème dans nos pays. En France, il y aurait assez de formation supérieure de scientifiques et d'ingénieurs, mais on constate que seulement la moitié d'entre eux vont dans l'industrie. Et nous manquons de techniciens bien formés qui sont indispensables pour la bonne marche des chantiers et des équipements. Ainsi la question du personnel compétent est bien liée à celle de la réindustrialisation de la France, qui va d'ailleurs ajouter des besoins en électricité.

Dans les conclusions de la journée j'ai retenu que le politique, qui vit sur un temps court, ne doit pas perturber les plans industriels qui sont sur un temps long. Au sens de Bruxelles, le nucléaire ne doit pas être une énergie de transition (son qualificatif actuel qui restreint les possibilités de financement préférentiel) mais une énergie « durable ». Et pour le financer il faut sortir des règles du marché à court terme, il faut le considérer comme un bien commun qui doit bénéficier d'engagements à long terme, voire de financements à des taux primés. Il ne faut pas oublier que dans notre vie actuelle où règne le court terme, un réacteur nucléaire peut fonctionner soixante ou quatre-vingts ans, des périodes inconcevables pour nos jeunes. ■

*Robert Diethrich, ancien directeur général d'EDF international*

# FONDATION ROBERT SCHUMAN

**Un site pour tout savoir sur les élections européennes 2024**

**[electionseuropeennes.eu](http://electionseuropeennes.eu)**

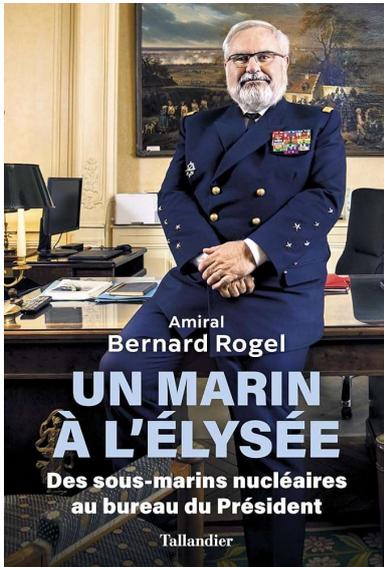


Du 6 au 9 juin 2024, les Européens sont invités à élire leurs députés européens pour les cinq prochaines années. Ce seront les dixièmes élections au suffrage universel direct depuis 1979.

La Fondation Robert Schuman propose le site internet [electionseuropeennes.eu](http://electionseuropeennes.eu) pour mieux comprendre le scrutin et ses enjeux, ainsi que le fonctionnement, le rôle et l'histoire du Parlement européen.

Le site dédié vous permettra également de suivre la campagne, à l'échelle de l'Union et dans les États membres, avec les listes en présence et les programmes de tous les partis, grâce au réseau de correspondants de la Fondation dans toute l'Europe. ■

## CONSEILS DE LECTURES



**Bernard Rogel**  
**Un marin à l'Élysée**  
**Éditions Tallandier, mai 2023**

« En mer, on apprend à dominer ses peurs, la tolérance, la pugnacité et la résilience. Mais le plus beau des cadeaux faits par la Marine nationale, c'est de nous apprendre à travailler ensemble vers un même objectif. Ce que l'on appelle, avec fierté, l'esprit d'équipage. » Né à Brest, Bernard Rogel n'était pas prédestiné à côtoyer les hautes sphères. Très jeune, il a la vocation de la mer et déclare à sa famille : « J'irai à Tahiti et je serai amiral » – « On a toujours le droit de rêver ! », lui répond sa grand-mère. Il a rêvé très grand.

Engagé dans la Marine nationale, il commande à 34 ans son premier sous-marin nucléaire, pistant les navires espions russes dans les profondeurs. Responsable des opérations à l'état-major des Armées, il dirige les forces françaises lors de la crise libyenne puis devient chef d'état-major de la Marine. Il termine sa carrière en tant que chef

de l'état-major particulier du Président de la République et nous fait entrer dans les coulisses de cette fonction où la gestion de crise est permanente : faire évacuer des ressortissants français à l'autre bout du monde, suivre les chefs d'État dans des négociations jusqu'au petit matin, organiser une cellule de crise après un attentat ou une prise d'otages, participer à une rencontre avec Vladimir Poutine à Brégançon... Tous ces défis, et bien d'autres, l'amiral Rogel les a relevés.



**Amin Maalouf**  
**Le labyrinthe des égarés**  
**Éditions Grasset, 2023**

Une guerre dévastatrice vient d'éclater au cœur de l'Europe, qui ravive les pires traumatismes du passé ; des menaces de cataclysme nucléaire sont constamment agitées, alors qu'on les croyait définitivement écartées ; un bras de fer planétaire se déroule, opposant l'Occident à la Chine et à la Russie... Il est clair qu'un bouleversement majeur est en train de se produire, qui affecte déjà notre mode de vie et qui remet en cause les fondements mêmes de notre civilisation. Chacun en a conscience, mais personne encore n'a contemplé cette crise avec la profondeur de champ qu'elle mérite.

Comment en est-on arrivé là ? Amin Maalouf remonte, dans ce livre, aux origines de ce nouvel affrontement entre l'Occident et ses adversaires, en retraçant l'itinéraire de quatre grandes nations :

d'abord le Japon de l'ère Meiji, le premier pays d'Asie à défier la suprématie des nations « blanches » et dont la modernisation accélérée fascina l'humanité entière, notamment les autres pays d'Orient, qui tous rêvèrent de l'imiter ; puis la Russie soviétique, qui constitua, pendant trois quarts de siècle, une formidable menace pour l'Occident, son système et ses valeurs, avant de s'effondrer ; ensuite la Chine, qui représente en ce vingt-et-unième siècle, par son développement économique, par son poids démographique et par l'idéologie de ses dirigeants, le principal défi à la suprématie de l'Occident et, enfin, les États-Unis qui ont tenu tête à chacun des trois « challengers », et qui sont devenus, au fil des guerres, le chef suprême de l'Occident et la première superpuissance planétaire.

## COUP D'ŒIL SUR LE MONDE

**Monde.** La loi européenne sur le règlement des marchés numériques (*Digital Market Act*) entre en application. Les contrôleurs d'accès, sociétés au pouvoir quasi monopolistique (Google, Apple, etc.) seront soumis à une série d'obligations particulièrement strictes.

**Europe.** L'aide à l'Ukraine se développe avec l'*Act in Support of Ammunition Supply* (ASAP) qui attribue 513 millions d'euros aux industriels pour produire 2 millions d'obus par an.

**Allemagne.** Le refus du chancelier Scholz, confirmé par le Bundestag, de fournir des missiles Taurus, et la négligence de la communication de l'état-major pose un problème. L'incendie du réseau électrique alimentant une usine Tesla coute très chère au constructeur automobile.

**Italie.** Giorgia Meloni s'occupe surtout de « sa » présidence du G7. La révision de la Constitution est en butte aux différentes approches des trois composantes de la majorité. La campagne électorale pour les élections européennes met certains responsables politiques dans l'embarras.

**Espagne.** L'eau manque en Catalogne. Les besoins seront assurés l'été prochain par deux bateaux citernes avec de l'eau fournie par des usines de dessalement ou de régénération.

**Suède.** La Suède, entrée dans l'OTAN en février, permettra de mieux surveiller la Baltique. Stockholm qui participe déjà aux travaux de l'Otan pour le renseignement et le nucléaire, apporte une capacité militaire robuste.

**Royaume-Uni.** Les agriculteurs ont manifesté à Canterbury contre les importations de produits alimentaires et les prix bas payés par les supermarchés.

**Ukraine.** La Nouvelle stratégie qui se met en place depuis janvier amène les pays de l'Union européenne à signer des accords de sécurité bilatéraux sur dix ans avec l'Ukraine.

**Moyen-Orient.** Djibouti, nid d'espions sur la route de l'Europe vers l'Asie, abrite de nombreuses bases militaires : France, États-Unis, Japon et Chine.

Arabie Saoudite : depuis l'attaque du Hamas contre Israël, la situation se dégrade, avec un risque d'escalade amplifié par les attaques lancées en mer Rouge par les Houthis.

**États-Unis.** Le feuilleton électoral continue.

**Amérique latine.** Haïti est confronté à une profonde crise politique, humanitaire et sécuritaire. Les gangs contrôlent le pays. Au Brésil, Lula soutient les Palestiniens et Bolsonaro soutient Israël.

**Asie de l'est.** La Chine vise une croissance de 5 %. La Corée du sud est face à une crise démographique : on comptait 1,05 enfant par femme en 2017, mais seulement 0,78 en 2024.

**Indopacifique.** L'Inde va mettre en service en décembre son prototype de réacteur surgénérateur rapide. Cette technologie a l'avantage de recycler les combustibles usagés et de réduire la quantité de déchets mais un inconvénient majeur : le sodium liquide du circuit de refroidissement est inflammable au contact de l'air. L'Australie renforce sa coopération de sécurité avec la France.

**Afrique.** Au Sénégal : victoire d'un opposant à l'élection présidentielle. En Afrique du Sud, les élections, prévues fin mai, pourraient mettre fin à trente ans de règne sans partage du Congrès national africain (ANC). Le Rwanda annonce avoir cessé son soutien Mouvement du 23 mars en République démocratique du Congo. Au Niger : les forces américaines doivent, elles aussi, quitter le pays.

*François Laurent-Atthalin*

*Les articles complets figurent dans l'Observatoire des médias étrangers n° 198, diffusé en mars.*